



Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique

Audit de l'optimisation des ressources 2022

Pourquoi avons-nous effectué cet audit?

- Le gouvernement de l'Ontario compte sur le Bureau du DGIFP pour les services de technologie de l'information (TI) comme la sécurité des données, la prestation des programmes et services gouvernementaux, l'infrastructure de TI, comme les centres de données, ainsi que le matériel informatique et de communication, les logiciels et les applications pour le personnel de la fonction publique de l'Ontario (FPO).
- Les systèmes de TI sont essentiels pour assurer le caractère confidentiel, la sécurité et l'intégrité des renseignements, des opérations, des réseaux et des systèmes de TI cruciaux du gouvernement.

Pourquoi cet audit est-il important?

- Les services de TI de la province permettent au gouvernement de l'Ontario d'offrir divers programmes et services aux Ontariens, comme les cartes Santé, les permis de conduire, les programmes de soutien aux familles et les subventions liées à la COVID19.
- Les attaques de cybersécurité visant des systèmes ou des données de TI peuvent entraîner d'importantes atteintes à la sécurité et pannes. Les données personnelles et sensibles des Ontariens sont stockées dans les systèmes de TI de la province et devraient être protégées contre toute divulgation non autorisée ou accidentelle.

Nos constatations

Faible surveillance des activités de TI dans les groupements de TI

- Comme le Bureau du DGIFP ne surveille pas activement les activités de TI dans l'ensemble des huit groupements de TI, il n'est pas en mesure de s'acquitter de son mandat qui consiste à veiller à ce que les services de TI du gouvernement soient gérés et fournis efficacement.
- Les groupements de TI relèvent de leurs sous-ministres respectifs et non du Bureau du DGIFP. Par conséquent, le Bureau du DGIFP n'est pas toujours au courant des décisions clés en matière de TI qui touchent l'approvisionnement d'une valeur inférieure à deux millions de dollars ou la protection des données de la population ontarienne recueillies par les groupements ni ne peut mesurer les résultats en matière de rendement des systèmes de TI des groupements.
- À l'heure actuelle, les risques de TI ne sont pas cernés au sein du Bureau du DGIFP et celui-ci n'a pas de stratégie globale permettant à la FPO d'établir les risques de TI et de mettre en œuvre des stratégies d'atténuation et de correction. Après avoir examiné les risques cernés, il a été constaté que le Bureau du DGIFP n'avait pas relevé de risques majeurs en matière de TI qui auraient une incidence sur la FPO ni de risques couramment cernés par les pratiques exemplaires de l'industrie.

RECOMMANDATION 1, 2

Centre de données hautement qualifié de Guelph sous-utilisé par la FPO

- Le centre de données principal de l'Ontario n'était utilisé qu'à 30 % au moment de notre audit, même s'il a obtenu la cote la plus élevée disponible, ce qui indique que ses systèmes de TI sont en mesure de résister à tout type de défaillance.
- L'utilisation a diminué au cours des cinq dernières années, période au cours de laquelle une perte de 31 millions de dollars a été subie en coûts d'exploitation pour l'espace inoccupé, notamment pour les dépenses en électricité, en climatisation, en entretien et en sécurité physique.
- L'utilisation est faible en raison du taux plus élevé, du double du taux exigé par les autres exploitants de centres de données de niveau IV privés et de l'absence d'une stratégie de marketing pour promouvoir le centre de données à l'extérieur de la FPO auprès des organismes de la Couronne et du secteur parapublic.

- L'utilisation est faible en raison du taux plus élevé, du double du taux exigé par les autres exploitants de centres de données de niveau IV privés et de l'absence d'une stratégie de marketing pour promouvoir le centre de données à l'extérieur de la FPO auprès des organismes de la Couronne et du secteur parapublic.

RECOMMANDATION 3

Près de la moitié des systèmes de TI essentiels de l'Ontario n'ont pas de plan de reprise après sinistre

- Près de la moitié (44 %) de tous les systèmes de TI, qui sont essentiels à la continuité des services gouvernementaux comme la santé, l'éducation et l'attribution des permis de conduire, n'ont pas de plan de reprise après sinistre.
- Le Bureau du DGIFP n'a pas de fournisseur de réseau secondaire redondant pour certaines de ses activités essentielles, comme 44 centres de contact. Par conséquent, la province n'a pas été en mesure de fournir des services aux Ontariens par l'entremise de centres de contact comme Service Ontario, la vaccination contre la COVID-19 et les sites Web des paiements d'aide sociale pendant la panne nationale de Rogers le 8 juillet 2022. La panne a entraîné une perte directe de productivité d'un demi-million de dollars.

RECOMMANDATION 4, 5

Les pratiques de cybersécurité doivent être améliorées

- Les données personnelles et sensibles ne sont pas toujours protégées par chiffrement conformément à la norme de sécurité du Bureau du DGIFP. Dans un échantillon de cinq systèmes de TI clés utilisés par le ministère de la Santé, le ministère du Solliciteur général, le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère des Services au public et aux entreprises, des renseignements personnels et sensibles n'étaient chiffrés dans aucun d'entre eux conformément à la norme de sécurité.
- Seulement 11 000 des 40 000 employés de la FPO ont suivi le cours obligatoire de sensibilisation à la cybersécurité en 2021. De plus, la formation de sensibilisation à la cybersécurité n'est pas requise pour environ 7 000 employés contractuels ni offerte chaque année à l'ensemble du personnel de la FPO, même si elle est considérée comme une pratique exemplaire.

RECOMMANDATION 8, 9

Conclusions

- Le Bureau du DGIFP ne surveille pas activement les activités de technologie de l'information (TI) et la prestation des services de TI au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Cette structure hiérarchique nuit à la réalisation du mandat du Bureau du DGIFP.
- Le centre de données principal de la FPO situé à Guelph, qui détient la cote de centre de données la plus élevée, a été considérablement sous-utilisé, ce qui a entraîné des coûts d'exploitation supplémentaires de 31 millions de dollars au cours des cinq dernières années. Même si le centre de données a la capacité de fournir des services à des clients autres que la FPO, il est actuellement peu utilisé par le secteur parapublic et des organismes de la Couronne, qui n'y sont pas assez sensibilisés.
- Le Bureau du DGIFP ne dispose pas de plan de reprise après sinistre pour près de la moitié des systèmes de TI essentiels de la FPO. Les pratiques de cybersécurité de la FPO doivent être améliorées. Les renseignements personnels et sensibles des Ontariens ne sont pas entièrement protégés dans les systèmes de TI que nous avons examinés conformément à la norme de sécurité, par exemple au moyen du chiffrement des données.

Consultez le site www.auditor.on.ca pour lire le rapport.